



DIPLOÔME DÉLIVRÉ

Licence (Niveau 6)

Code RNCP : 38186

RESPONSABLES PÉDAGOGIQUES

Gérard Jazottes, Professeur des universités,
Université Toulouse Capitole

ÉQUIPE PÉDAGOGIQUE

Professeurs des universités (liste indicative) :

Isabelle Desbarats, Christophe Paulin

Maîtres de conférences (liste indicative) :

Camille Bénard, Corinne Beringuie-Calmels, Sabrina Delrieu, Bertrand Gobillard, Quentin Guiguet-Schiele, Eric Jolivet, Jean-Michel Lattes, Sophie Sabathier, Saïd Tazi

Professeur agrégé (liste indicative) :

Alain Donadio, Maxime Petit

Professeur certifié (liste indicative) : Christel Candalot Dit Casaurang

Intervenants professionnels (liste indicative) :

Marie-Elisabeth Duffau, Véronique Grimal, Fabien Ginoux, Anene-Melaine Daly-Schweitzer, Jérôme Perrouin



ALTERNANCE

CONTRAT D'APPRENTISSAGE OU DE PROFESSIONNALISATION



OBJECTIFS

La formation a pour objectif de préparer les étudiants aux **multiples domaines du droit de l'entreprise**.

L'aspect professionnalisé résulte d'un ensemble cohérent de mesures d'encadrement (effectifs restreints, cours, séminaire, mises en situation) complété par la possibilité d'une année à l'étranger dans le cadre du programme Erasmus ou d'un stage à l'étranger dans le cadre du programme Léonardo.

Le diplômé sera alors capable de conseiller les différents services de l'entreprise en matière de pratique juridique, de tenir la veille juridique de l'entreprise, de préparer les dossiers d'affaires juridiques (contrats, procès-verbaux...), de collaborer avec les professionnels du Droit liés à l'entreprise (avocats, mandataires...). **L'objectif est de former des professionnels de l'environnement juridique de l'entreprise (TPE, PME).**



PUBLICS VISES ET CRITERES D'ADMISSION

Formation à effectif limité (25 apprenants)

Conditions préalables à la candidature

Accès sur dossier aux étudiants titulaires d'un BAC + 2 (120 crédits)

2^e année de licence en Droit - A.E.S

- 2^e année de licence économie / droit
- DUT / BTS
- Ou diplôme jugé équivalent

Accès au public en reprise d'études au titre de la validation soit des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger soit des acquis d'expérience, ou ayant bénéficié d'une dispense de parcours dans le cadre du dispositif VA85.

Sélection des candidats

L'admission dans cette formation relève d'un accès sélectif. Un dossier de candidature est nécessaire, les candidats doivent avoir de bonnes connaissances en droit des affaires et en droit civil. Entretien à la demande de la commission de sélection.



ORGANISATION

La licence 3 Juriste d'entreprise se prépare sur **une année**, de septembre N à septembre N+1. La durée de la formation représente un volume horaire de **529 heures** (examens inclus). Il s'agit d'une **formation en alternance** dont les étudiants sont des apprentis ou des stagiaires sous contrat de professionnalisation ou d'apprentissage **partageant leur temps entre l'Université et les lieux de travail**.



PROGRAMME

SEMESTRE 5 –215h

UE1 - Participer à la sécurisation des actes juridiques de l'entreprise

Régime général de l'obligation - 18h CM - 18h TD

Matière (selon parcours) :

- ❖ Environnement de l'assurance – 15h CM – 12h TD
- ❖ Economie du contrat - 15h CM - 12h TD

UE2 - Accompagner la gestion du patrimoine de l'entreprise

Biens de l'entreprise - 18h CM - 12h TD

Les garanties - 18h CM - 12h TD

Comptabilité - 15h CM - 12h TD

UE3 - Contribuer à la structuration de l'entreprise

Organisation de l'entreprise - 10h CM

Constitution de société - 10h CM - 12h TD

Direction de sociétés - 15h CM - 12h TD

Conférences - 6h TD

SEMESTRE 6 –285h

UE4 – Savoir-faire transverses

Techniques de communication - 25h TD

Connaissances informationnelles - 9h TD

Informatique - 21h TD

Gestion - 12h CM - 12h TD

UE7 - Participer à la sécurisation des actes juridiques de l'entreprise

Fiscal des affaires -15h CM - 15h TD

Matière (selon parcours) : 21h CM

- ❖ Marchés bancaires et financiers
- ❖ Droit commun du contrat d'assurance

UE8 - Participer à la sécurisation des actes juridiques de l'entreprise

Comptabilité des sociétés- 15h CM - 12h TD

Opérations sociétaires- 12h CM - 12h TD

UE9 - Participer à la gestion des ressources humaines

Droit du travail relations individuelles - 15h CM - 12h TD

Droit du travail relations collectives - 15h CM - 12h TD

Volume horaire total de 529h, 500h d'enseignement et 29h d'examens



COMPETENCES VISEES

- Maîtriser les structures juridiques et d'organisation de l'entreprise
- Maîtriser les concepts fondamentaux du droit interne, européen et international des affaires
- Maîtriser l'analyse et la qualification juridique
- Maîtriser les principales règles comptables, fiscales et financières applicables aux individus et aux entreprises
- Maîtriser les modes de règlement des conflits commerciaux (justice étatique et modes alternatifs de règlement des litiges)



DEBOUCHES PROFESSIONNELS

Les diplômés travaillent comme collaborateurs juridiques ou technicien supérieur dans le domaine juridique.

Métiers visés :

- Technicien administratif des services juridiques
- Juriste d'entreprise généraliste : secrétariat général, affaires juridiques
- Juriste d'entreprise spécialisé : fiscalité, droit des sociétés, contentieux, propriété intellectuelle ou encore dans les cabinets d'avocats d'affaires,
- Assistant juridique



POURSUITE D'ETUDES

- Master Mention Droit des affaires, Parcours en alternance Juriste d'entreprise (master 1 et master 2) avec accès de plein droit si réussite en L3
- Master Mention Droit Social, Parcours Droit et Management Social de l'Entreprise en alternance (master 1 et master 2)
- Autres Masters de droit privé ou des affaires



METHODES ET MOYENS PEDAGOGIQUES

L'équipe pédagogique est composée d'enseignants-chercheurs et de professionnels. Au-delà de l'approche classique du cours magistral articulé avec ses travaux dirigés, l'étudiant peut se voir proposer des mises en situations, des études de cas pratiques, constituant autant d'opportunités d'apprentissage. Un tuteur universitaire est nommé avec comme objectif de faire le lien entre l'apprenant et son entreprise, définir ensemble la thématique qui fera l'objet de la soutenance finale devant jury. Le tuteur en entreprise pourra prendre part à ce jury d'examen.

Ces enseignements sont dispensés dans des salles de cours dédiées et équipées, amphithéâtres, laboratoires de langues ; l'apprenant a également un accès libre aux diverses ressources universitaires : salles informatiques ou service commun de la documentation. Des supports de cours peuvent être déposés sur la plateforme Moodle de l'université. La mise en place d'un tutorat est destinée à accompagner l'apprenant pour des conseils méthodologiques.



CONTROLE DES CONNAISSANCES

Les Modalités de Contrôle des Connaissances sont données en début de session et mentionnent les modalités d'évaluation permettant l'obtention du Diplôme national. : Licence mention droit parcours Juriste d'entreprise. La formation est ponctuée par des contrôles continus mais également des examens terminaux suivis d'une soutenance de rapport.



CONTACTS

Suivi de l'alternance (apprentissage et professionnalisation) et formation continue :

SERVICE DE L'EXECUTIVE EDUCATION AND DIGITAL UNIVERSITY (EEDU)

Site de la Manufacture des Tabacs - Bâtiment Q - 1^{er} étage - 21, allée de Brienne – Toulouse

Pôle alternance - 05 61 12 87 14 - alternance.eedu@ut-capitole.fr

Suivi des plannings et organisation des examens :

POLE LICENCE DROIT

Site de l'Arsenal - 2 rue du doyen Gabriel MARTY – Toulouse

Pôle Licence droit – 05 61 63 39 80 - Bureau AR 18 ter - scoldroitls3@ut-capitole.fr



TARIFS ANNEE UNIVERSITAIRE 2024/2025

La licence 3 Juriste d'entreprise en apprentissage est rattachée à MidiSup qui réunit écoles d'Ingénieurs et UT Capitole.

Tarifs pour les contrats d'alternance

Contrat d'apprentissage : 8000€ - secteur privé / secteur public

Contrat de professionnalisation : nous consulter

Prise en charge par l'entreprise et son OPCO pour le secteur privé



Tarifs Stagiaires de formation continue (salariés, demandeurs d'emploi...) : Nous consulter. Possibilité de financement sous certaines conditions par le Conseil régional dans le cadre du dispositif ForPro Sup (année universitaire 2024/2025).